

# FACE À LA CRISE MOBILISATION CITOYENNE POUR IMPOSER NOS EXIGENCES

## Nous n'avons pas à payer leur crise !

Partie des Etats-Unis, la crise financière s'est étendue au reste du monde et ce pour deux raisons. Tout d'abord, tous les pare-feux qui auraient pu permettre de la contenir ont été détruits par la déréglementation financière mise en oeuvre par les gouvernements, aucune entrave n'étant plus mise à la libre circulation des capitaux. Ensuite, la quasi totalité des institutions financières du monde ayant participé à la course spéculative engagée dans la finance, aucun pays n'a été protégé de la déflagration.

Cette crise marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité. Si le sort de milliards d'êtres humains n'était pas en jeu, il serait réjouissant de voir ceux qui, comme Nicolas Sarkozy, Georges Bush et consorts, étaient des adorateurs béats de la libre concurrence, se transformer en apôtres de l'intervention de l'Etat.

Mais ce changement de posture ne doit tromper personne. Car s'ils décident que l'Etat intervienne, c'est pour sauver des intérêts privés suivant le précepte bien connu : "socialiser les pertes et privatiser les profits". Ainsi des milliers de milliards d'argent public, notre argent, sont aujourd'hui déversés sans mégoter pour sauver les banques alors qu'hier il était impossible de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.

Mais ce n'est pas tout. La crise financière a touché l'économie réelle, la récession est là avec son cortège de licenciements et le gouvernement est bien décidé à continuer à s'attaquer aux droits sociaux des salariés, que ce soit en matière de protection sociale ou de droit du travail. L'objectif du gouvernement et du patronat est de faire payer la crise aux salariés en pronant l'unité nationale pour essayer de faire passer la pilule.

La ficelle est un peu grosse. Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales. Plus que jamais, la mobilisation des salariés est à l'ordre du jour !

## Une crise qui vient de loin

La crise financière a été déclenchée par des mécanismes précis (voir plus loin). Mais la question qu'il faut se poser, c'est pourquoi la finance a pris une telle importance dans le fonctionnement de l'économie. La financiarisation de l'économie plonge ses racines au coeur du capitalisme contemporain.

Elle trouve sa source dans une baisse continue de la part de la richesse produite revenant aux salariés. Une récente étude de la Commission européenne indique que la part des salaires dans la valeur ajoutée, la richesse créée par les salariés dans les entreprises, a baissé en moyenne d'environ douze points en un quart de siècle dans l'Union européenne. Les profits des entreprises ont donc explosé : en France, environ 180 milliards d'euros supplémentaires par an pour les profits.

### les profits explosent...

Ces profits n'ont pas été utilisés par les entreprises pour investir car elles ont anticipé que, comme le pouvoir d'achat stagnait, voire reculait, les débouchés n'augmenteraient pas. Ils ont été pour une partie gardés par les entreprises qui les ont réinvestis sur les marchés financiers et pour l'autre versés sous forme de dividendes aux actionnaires qui ont fait de même. En France, par exemple, les dividendes versés aux actionnaires en 2007 représentaient 12,4 % de la masse salariale contre 4,4 % en 1982.

De plus, pour que les managers se consacrent à la « création de valeur pour l'actionnaire », leur rémunération a été liée au cours de l'action, d'où l'importance prise par les stock-options dans leur rémunération. Finie donc la construction d'une stratégie de long terme, c'est le règne de la logique financière : tout ce qui fait monter la valeur de l'action et augmente les dividendes est bon, tout le reste est mauvais !

### les inégalités sociales aussi

Les marchés financiers ont donc été nourris par une masse considérable de capitaux issus des profits non réinvestis par les entreprises. Mais pour que cela soit possible, encore fallait-il que le cadre juridique le permette. C'est ce qui s'est passé avec la déréglementation financière, décidée par les gouvernements, qui a permis aux capitaux de circuler librement dans le monde entier à la recherche de la rentabilité maximum. Ainsi, alors que l'accroissement de la richesse produite tourne autour de 2 % par an, les investisseurs demandent une rentabilité de leurs capitaux de 15 % ! Enfin les gouvernements ont mis en place une fiscalité "attractive" pour les plus-values financières, ce qui a accru encore la financiarisation de l'économie.

Cette logique a abouti à une explosion des inégalités : en 2006 aux Etats-Unis, 1% des personnes les plus riches recevaient 23 % du revenu national contre 10 % en 1982. Elle s'est affrontée à un problème central qui est à la racine de la crise actuelle : comment maintenir l'activité économique, la demande globale solvable, alors que le pouvoir d'achat des ménages stagne ou régresse ? La crise actuelle montre l'incapacité du capitalisme néolibéral à résoudre ce problème.

## La crise de 2001 : le prélude

Depuis le milieu des années 1980 il y a une crise environ tous les deux ans, à chaque fois plus grave. Avant celle que nous connaissons aujourd'hui, il y a eu, en 2001, la crise dite "de la nouvelle économie". Il s'agissait de l'éclatement d'une bulle spéculative sur les actions des sociétés du secteur des nouvelles technologies liées à l'apparition d'internet. Ainsi la valeur des actions avait été multipliée environ par trois en quatre ans.

Cette bulle a explosé lorsque les investisseurs se sont aperçus que les sociétés dont ils achetaient des actions étaient en fait dans l'incapacité de tenir leurs promesses de mise au point de produits solvables de haute technologie.

La chute a été sévère et a eu des conséquences importantes dans l'économie réelle. Ainsi aux Etats-Unis, l'investissement baisse de 9,2 % en 2002. Un début de récession apparaît avec une forte augmentation du chômage.

Cette récession a été tuée dans l'oeuf par la thérapie de choc mise en oeuvre par les autorités américaines. Le budget fédéral est fortement mis à contribution pour relancer l'économie. On passe d'un excédent budgétaire de près de 240 milliards de dollars en 2000 à un déficit budgétaire de 282 milliards de dollars en 2002. La Réserve fédérale baisse son principal taux d'intérêt qui passe dans un temps très court de 6 % à 1 %. Du coup, entre 2001 et 2006, le taux d'endettement des ménages américains, favorisé par la faiblesse des taux d'intérêt, bondit de 30 points.

La crise des subprimes est en marche. Elle apparaît comme la poursuite de la crise de 2001. Cette dernière n'a pu être surmontée que par une fuite en avant qui crée une nouvelle bulle dont l'éclatement a aujourd'hui des conséquences encore plus importantes.

## La crise des "subprimes"

Le capitalisme financiarisé est fondé sur la baisse continue de la part de la richesse produite revenant aux salariés. Mais dans des pays où les salariés forment l'énorme majorité de la population, comment entretenir l'activité économique et la demande globale solvable si le pouvoir d'achat des salariés stagne ou baisse ?

La réponse donnée aux Etats-Unis, mais aussi dans d'autres pays comme la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Espagne et en voie d'être adoptée par beaucoup d'autres, repose sur l'endettement des ménages. De moins en moins de salaires et de plus en plus de dettes, tel a été le credo du capitalisme néolibéral. L'endettement des ménages permet d'augmenter leur consommation avec un revenu stagnant. Ainsi aux Etats-Unis, la dette des ménages est passée de 62 % du revenu disponible en 1975 à 127 % en 2006.

### de moins en moins de salaires, de plus en plus de dettes

Cet endettement a été permis par la croissance de la valeur du patrimoine immobilier et financier, "l'effet richesse". Les ménages ne consomment pas seulement en fonction de leur revenu, ils prennent en compte leur richesse globale. Cet accroissement régulier de la valeur boursière du patrimoine était entretenu par les investissements massifs sur les marchés financiers et dans l'immobilier. Les crédits successifs des ménages, adossés sur leur patrimoine, permettaient à la machine de continuer à fonctionner. Les crédits ne portaient pas seulement sur l'immobilier mais sur les dépenses courantes des ménages (assurance santé, carte de crédit, etc.).

Les institutions financières s'efforçaient d'étirer au maximum la capacité d'endettement des ménages grâce à un marketing bancaire à la limite de l'escroquerie. S'est ainsi créée une bulle à la fois financière et immobilière. Cette bulle a éclaté lorsque les ménages les plus endettés, qui payaient des "subprimes" (primes de risque), n'ont pu faire face à leurs échéances, étant soumis à des taux d'intérêts quasi usuraires. Des millions d'américains ont ainsi perdu du jour au lendemain leur maison qui a d'ailleurs perdu brusquement de sa valeur.

### déréglementation financière

Cette crise qui aurait pu rester limitée à un segment particulier de la finance américaine s'est répandue dans toute la finance mondiale, tous les marchés étant interconnectés depuis la déréglementation financière mise en oeuvre par les gouvernements.

Une "innovation" financière a joué un rôle décisif dans ce processus : la titrisation. Il s'agit de transformer une dette, qui est coupée en morceaux, en titre financier. Ce bout de dette est mélangé à d'autres titres dans un produit financier. On peut ainsi mélanger des titres de qualité différente dans un même produit, les titres "pourris" devenant ainsi invisibles. Toutes les banques ayant acheté ce type de produits financiers, personne ne sait quel établissement est touché ni à quelle hauteur, d'où la méfiance généralisée qui s'est installée entre les banques qui refusent de se prêter de l'argent, n'étant plus certaines de récupérer leur dû. Le marché du crédit tend à s'assécher avec des conséquences importantes sur l'économie réelle.

### Pendant la crise, les affaires continuent !

La crise est aussi l'occasion d'une spéculation effrénée qui permet à certains de faire de bonnes affaires. Un des mécanismes employés est la vente à découvert. Il s'agit d'un système de règlement différé qui permet d'acheter davantage de titres que ce que l'investisseur possède en espèces. Ainsi avec 1000 euros, on peut en emprunter 10 000 et acheter 650 000 euros de titres.

L'objectif est de vendre des titres que l'on ne possède pas dans l'espoir de les racheter à un cours inférieur au prix d'achat d'origine. Plus le cours d'un titre baisse, plus la plus-value est importante.

Le système de vente à découvert, par l'effet levier qu'il permet, est donc un accélérateur considérable de la chute des cours. Les autorités boursières l'ont d'ailleurs provisoirement interdit pour les banques.

## La puissance publique au secours de la finance

**C'est le retour de l'Etat clament la plupart des commentateurs.** Remarquons tout d'abord que l'Etat n'était jamais vraiment parti. **Ce sont les gouvernements qui ont impulsé la déréglementation** financière qui a abouti à la situation actuelle. Ce sont eux qui, par diverses mesures d'ordre fiscal ou en allégeant les cotisations patronales, favorisent sans cesse le capital au détriment du travail. Ce sont eux qui s'attaquent aux droits des salariés dans l'objectif d'augmenter sans fin les profits.

**Les gouvernements ont donc décidé de venir au secours des banques.** Personne ne peut souhaiter que les banques fassent faillite car les conséquences sur l'économie réelle, et donc sur les salariés et leur emploi, seraient considérables. Mais, la nature des plans proposés pose problème.

### des milliers de milliards pour les banques

**Ainsi, le gouvernement américain a dépensé 200 milliards** de dollars simplement pour couvrir une partie des dettes de Fannie Mae et Freddie Mac, les deux organismes géants de refinancement hypothécaire ; il prévoit, avec le plan Paulson, de débours 700 milliards pour racheter tous les titres douteux des banques et vient de nationaliser partiellement les principales banques du pays. Au-delà même du fait que ce plan va accroître le déficit budgétaire américain de façon considérable - déficit qui sera financé par des emprunts sur les marchés financiers -, ce plan laisse de côté les millions de ménages américains surendettés qui vont continuer à s'enfoncer dans les difficultés. Une autre solution aurait été que l'Etat les aide à rembourser leurs dettes ce qui, par contre-coup, aurait redonné de la valeur aux titres des banques.

**L'Union européenne a prévu un plan s'élevant à 1300 milliards d'euros et la France 360 milliards d'euros** : 40 milliards pour recapitaliser immédiatement les banques qui en auraient besoin (c'est-à-dire en prendre, de fait, le contrôle) et 320 milliards pour leur prêter de l'argent. Ces sommes seront empruntés sur les marchés financiers.

### sauver les banques, mais pour quoi faire ?

**Au-delà du contenu de ces plans, une question n'est pas abordée : on nous dit qu'il faut sauver les banques, mais pour quoi faire ?** Car, pour le moment, le fonctionnement du capitalisme financier avec des banques dominées par la logique actionnariale du rendement maximum, n'est absolument pas remis en cause. On parle "d'éthique" de "moraliser le capitalisme" ! Mais ces appels à la morale, qui reviennent régulièrement en cas de crise, seront une fois de plus sans effet si le rôle de la finance n'est pas profondément transformé, borné dans ses activités, réduit à sa fonction initiale, celle de financer l'activité réelle.

**Sauver les banques permet de relancer le système en crise, mais il faut surtout rompre avec le modèle économique** existant et orienter leurs activités vers un autre modèle de développement donnant la priorité au financement d'investissements créateurs d'emplois et respectant l'écologie. Pour cela il faut en finir avec la privatisation du système financier. L'Union syndicale Solidaires se prononce donc pour la création d'un pôle financier public, y compris au niveau européen, obéissant à des impératifs de satisfaction des besoins sociaux et écologiques.

## Petit cours d'économie... un peu simplifié

Alors voilà, Mme Ginette a une buvette. Pour augmenter ses ventes, elle décide de faire crédit à ses fidèles clients, tous alcooliques, presque tous au chômage de longue durée.

Vu qu'elle vend à crédit, Mme Ginette voit augmenter sa fréquentation et, en plus, peut augmenter un peu les prix de base du calva et du ballon de rouge.

Le jeune et dynamique directeur de l'agence bancaire locale, quant à lui, pense que les ardoises du troquet constituent, après tout, des actifs recouvrables, et commence à faire crédit à Mme Ginette, ayant les dettes des ivrognes comme garantie.

Au siège de la banque, des traders avisés transforment ces actifs recouvrables en CDO, CMO, SICAV, SAMU, OVNI, SOS et autres sigles financiers que nul n'est capable de comprendre. Ces instruments financiers s'échangent ensuite sur les marchés financiers et conduisent, au New York Stock Exchange, à la City de Londres, aux Bourses de Francfort et de Paris... à des opérations sur les produits dérivés dont les garanties - c'est-à-dire les ardoises des ivrognes de Mme Ginette -, sont totalement inconnues de tous.

Ces produits dérivés sont alors négociés pendant des années comme s'il s'agissait de titres très solides et sérieux sur les marchés financiers de 80 pays. Jusqu'au jour où quelqu'un se rend compte que les alcools du troquet n'ont pas un rond pour payer leurs dettes.

La buvette de Mme Ginette fait faillite. L'agence bancaire locale aussi. Les bourses s'écroulent et la crise financière s'étend à l'ensemble de l'économie. Avec nos impôts les gouvernements renflouent les banques pendant que Mme Ginette se suicide.

---

En 1929...

**Par définition tout évènement historique est singulier.** Cependant la crise de 1929, qui avait provoqué un taux de chômage de 25 % aux Etats-Unis, n'est pas sans rappeler celle d'aujourd'hui. Dans les deux cas, c'est la crise bancaire qui est au coeur de la tourmente. Dans les deux cas, elle alimente la crise boursière. Dans les deux cas, le surendettement des ménages a joué un rôle décisif dans son développement.

La différence, et elle est de taille, est double : d'une part existent aujourd'hui des budgets publics, notamment en matière de protection sociale, qui peuvent servir freiner l'entrée dans la dépression ; d'autre part les autorités publiques sont intervenues dès le début de la crise pour empêcher la chute du système bancaire alors qu'en 1929, les gouvernements avaient laissé faire croyant à la vertu des lois du marché.

**La crise financière, qui est en train de se transformer en crise économique, a signé la faillite de l'idéologie néolibérale** qui postule que le libre jeu des intérêts privés aboutit à l'intérêt général et que le libre fonctionnement des marchés produit un "optimum économique" pour tous. Cette idéologie a servi de couverture pour justifier l'enrichissement des plus riches, l'explosion des inégalités, le développement de la précarité et de la pauvreté.

**La crise actuelle** n'est pas simplement le produit du comportement de "traders fous" et de banquiers cupides, elle **est celle d'un système bâti sur l'appropriation toujours plus grande de la richesse produite, par une petite minorité.**

C'est avec ce système qu'il faut rompre. Il importe d'imposer des mesures visant à casser les reins à la domination de la finance sur tous les aspects de la vie et des mesures d'urgence sociale visant à protéger nos concitoyens des effets de la crise.

**Il s'agit fondamentalement de mettre en oeuvre une autre logique économique basée sur la satisfaction des besoins sociaux et une nouvelle répartition de la richesse produite.**

## **BRISER LES REINS DE LA FINANCE POUR MIEUX RÉPARTIR LES RICHESSES**

- Limiter la liberté de circulation des capitaux et interdire toute transaction financière avec les paradis fiscaux.
- Abandonner les normes comptables basées sur la valeur de marché.
- Créer des pôles financiers publics, y compris au niveau européen, et encadrer les politiques bancaires.
- Instaurer un crédit peu onéreux en faveur de l'investissement productif.
- Contrôler démocratiquement la Banque centrale européenne et abandonner les critères de Maastricht.
- Interdire la titrisation, les transactions de gré à gré et fermer les marchés à terme.
- Taxer les transactions financières et les profits distribués aux actionnaires.
- Protéger et soustraire l'épargne populaire à l'emprise de la finance privée.
- Limiter les rémunérations des dirigeants d'entreprise et supprimer les rémunérations liées à la valeur de l'action.
- Interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits.
- Établir un moratoire sur les crédits relais.
- Encadrer les loyers et interdire les expulsions de logements.
- Engager un plan de construction de logements sociaux.
- Augmenter le SMIC et les minima sociaux à 1500 euros.
- Établir l'échelle mobile des salaires et augmenter les salaires de 300 euros.
- Assurer effectivement l'accès aux soins pour toutes et tous.
- Abandonner toute privatisation et mettre en oeuvre un plan de développement des services publics.
- Développer des investissements publics destinés à la recherche, à l'éducation et à la protection de l'environnement.